

Unité interdépartementale Vaucluse-Arles
Services de l'État en Vaucluse
DREAL PACA – UID Vaucluse-Arles
CEDEX 09
84905 Avignon

Avignon, le 13/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/04/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CHIMIREC-MALO (Crémades)

1004 rue Roussanne
84100 Orange

Références : D-0139-2026
Code AIOT : 0006400438

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/04/2026 dans l'établissement CHIMIREC-MALO (Crémades) implanté ZI des CREMADES 478 Rue du Portugal 84100 Orange. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CHIMIREC-MALO (Crémades)
- ZI des CREMADES 478 Rue du Portugal 84100 Orange
- Code AIOT : 0006400438
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société CHIMIREC MALO exploite sur la commune d'Orange un établissement de transit, regroupement et traitement de déchets dangereux. Les activités autorisées sur le site CHIMIREC MALO sont plus précisément les suivantes :

- traitement d'eaux hydrocarburées et de boues par décantation et centrifugation,
- transit et regroupement d'eaux souillées non centrifugeables et de déchets dangereux conditionnés très toxiques,
- transit et regroupement d'autres déchets dangereux conditionnés divers (acides, bases, solvants, liquides inflammables, déchets dangereux diffus).

Thèmes de l'inspection :

- AR - 11

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Zone à risque d'incendie et/ou d'explosion	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
2	Plan général des zones à risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60	Demande d'action corrective	3 mois
3	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Formation d'atmosphère explosive	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 67	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
6	Conformité des appareils	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Identification des zones à risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a été l'occasion de questionner l'exploitant sur la prise en compte du risque ATEX au sein de son établissement. Les constats réalisés dans ce cadre n'appellent pas de suites administratives. Toutefois, des demandes d'actions correctives et de justifications ont été formulées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Zone à risque d'incendie et/ou d'explosion

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48
Thème(s) : Risques accidentels, Identification des zones à risques
Prescription contrôlée : L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée. [...]
Constats : L'exploitant dispose d'une analyse de risques ATEX (Atmosphère Explosible) portant sur le site des Crémades. Cette analyse est disponible dans le rapport libellé « Classement des emplacements dangereux dans lesquels des risques de formation d'atmosphères explosives existent ». Dernière révision du rapport : le 13/07/2020. Ce rapport d'analyse a été réalisé en interne, sur la base d'une note technique établie par le groupe. L'exploitant déclare que ce rapport d'analyse est disponible au format dématérialisé sur son réseau informatique et qu'il est accessible à l'ensemble du personnel. Après avoir précisé la méthodologie suivie (selon la norme NF EN 60079-10 pour les gaz et vapeurs inflammables), l'analyse est déclinée sur les différentes activités exercées sur le site, à savoir : <ul style="list-style-type: none">- La benne réception des boues hydrocarburées du bâtiment A-1,- La centrifugeuse du bâtiment A-2,- La zone de stockage des GRV du bâtiment A-3,- La zone de l'aire de rinçage du bâtiment A-4,- Le laboratoire du bâtiment B-1,- La zone extérieure contenant les déchets liquides E-1,- La zone extérieure contenant les cuves chauffées de résidus d'hydrocarbures E-2,- Les cuves extérieures de stockage des déchets liquides aqueux E-3,- Le poste de gaz et la chaudière à gaz E-4,- Les cuves extérieures de stockage des mélanges eaux - hydrocarbures E-5. Classement des zones à l'issue de l'étude : <ul style="list-style-type: none">- La centrifugeuse du bâtiment A-2 : intérieur de la centrifugeuse en zone 1,- La zone extérieure contenant les cuves chauffées de résidus d'hydrocarbures E-2 : intérieur des cuves 7 et 11 en zone 1.- Le poste de gaz et la chaudière à gaz E-4 : intérieur des conduites en zone 0.

L'exploitant dispose d'une fiche de synthèse libellée « Zonage ATEX & identification du matériel présent ». Or dans cette fiche, l'intérieur de la centrifugeuse est identifiée en zone 0. D'autre part, cette fiche rappelle des obligations générales dans le cadre d'un zonage ATEX, sans préciser la prise en compte réelle de ces mesures sur le site des Crémades.

L'exploitant déclare qu'il n'a pas établi de DRPCE (Document Relatif à la Protection Contre les Explosions) à proprement parler, l'estimant non nécessaire au regard des conclusions de son évaluation des risques d'explosion. Or la rédaction du DRPCE est visée dans les obligations de la fiche de synthèse évoquée dans le paragraphe ci-dessus.

Le rapport d'analyse ne fait pas référence à la prise en compte des risques électrostatiques.

L'exploitant indique toutefois que les cuves de stockage extérieures sont mises à la terre. Par sondage, cette mesure technique a été constatée lors de la visite de terrain.

En matière de mesures techniques de prévention, l'exploitant déclare que le bâtiment A est équipé de 4 détecteurs fixes de gaz, reliés à une centrale avec alarme.

Ces mesures techniques ne figurent pas dans l'analyse de risque présentée.

Enfin, l'exploitant indique qu'il envisage prochainement (fin juin 2026) de supprimer la chaudière à gaz, présente historiquement sur le site avant la mise en place de l'activité de Chimirec Malo.

Post-visite, une lecture attentive du rapport libellé « Classement des emplacements dangereux dans lesquels des risques de formation d'atmosphères explosives existent » amène l'inspection à s'interroger sur l'absence de la prise en compte de la partie de l'installation traitement de l'air par charbon actif dans l'analyse de risque ATEX. En effet, les vapeurs issues de la centrifugeuse et de l'ensemble des cuves de stockage sont canalisées vers un filtre à charbon actif. Le caisson Desotec est positionné en extérieur au sud du bâtiment A. Or ce produit dans certaines conditions peut engendrer des poussières combustibles et donc peut amener à classer une zone en risque ATEX.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant :

- de compléter son analyse de risques ATEX en précisant les mesures techniques et organisationnelles mises en œuvres sur le site pour prévenir les explosions, en particulier les détecteur de gaz asservis à un système d'alarme (caractéristique du matériel et plan d'implantation).
- de compléter son analyse de risques ATEX en justifiant la prise en compte des risques liés à

l'électricité statique, en particulier la mise à la terre de structures et les caractéristiques des vêtements de travail et EPI à utiliser.

- de compléter son analyse de risques ATEX en justifiant la prise en compte de la partie de l'installation traitement de l'air par charbon actif (les éléments issus de la FDS seront notamment à renseigner).

- de mettre en cohérence les documents présentés (à savoir, le rapport d'analyse et la fiche de synthèse), en particulier sur le niveau de zone ATEX associé à l'intérieur de la centrifugeuse, sur les obligations concernant le site des Crémades et sur la rédaction d'un DRPCE.

- consécutivement à la suppression de la chaudière à gaz, de mettre à jour l'analyse de risques ATEX en conséquence.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Plan général des zones à risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60

Thème(s) : Risques accidentels, Plan des zones à risques

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à jour les documents suivants :

- [...] ;
- les plans d'implantation des installations, en particulier des zones à risques mentionnées à l'article 48 avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers ;
- [...]

Constats :

Le rapport libellé « Classement des emplacements dangereux dans lesquels des risques de formation d'atmosphères explosives existent », version du 13/07/2020, comporte en dernière page un plan schématique du site des Crémades sur lequel sont reportées les zones ATEX. L'ensemble des activités répertoriées A1 à A4, B1 et E1 à E5 sont représentées et identifiées comme zones non dangereuses.

Or l'analyse de risques ATEX menée dans ce même document conclut au classement suivant :

- zone 1 :
 - intérieur de la centrifugeuse en A2,
 - intérieur des cuves 7 et 11 en E2,
- zone 0 :

- intérieur des conduites de gaz en E4.

Ce plan récapitulatif n'est donc pas cohérent avec l'analyse précédemment menée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de compléter le plan d'ensemble de ses installations en reportant les zones ATEX identifiées lors de son analyse de risques de façon exhaustive et avec le type de zone (0, 1 ou 2), le cas échéant avec le détail des zones selon une échelle adaptée.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66

Thème(s) : Risques accidentels, Vérifications périodiques

Prescription contrôlée :

[...] A. - Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques conformément à la norme NFC 15-100 dans sa version en vigueur permettent de répondre aux exigences. [...]

Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du Code du travail relatives à la vérification des installations électriques. [...]

Constats :

L'exploitant a présenté :

- le rapport de vérification des installations électriques du 30/08/2024 relatif à l'intervention réalisée le 29/08/2024 par l'organisme DEKRA. 4 observations ont été formulées, dont 2 déjà signalées précédemment (date précédent contrôle : 18/08/2023). Ces 4 observations concernent les installations du domaine de la basse tension.

Le contrôleur mentionne que les vérifications suivantes n'ont pu être réalisées :

- essai des dispositifs différentiels résiduels et mesurages d'isolement (en l'absence d'autorisation de coupure),
- examen des éléments internes des cellules haute tension d'arrivées distribution publique (en l'absence d'autorisation du distributeur d'énergie), ainsi que les essais des éventuels dispositifs de verrouillage (accès, coordination),

- examen des éléments internes des cellules haute tension du client (en l'absence d'autorisation de coupure), ainsi que les essais des éventuels dispositifs de verrouillage (accès, coordination).

- le bon de commande du 09/10/2025 passé auprès de la société SEIPI (30) relatif à la levée des réserves du rapport de vérification des installations électriques 2025 de DEKRA (sites des Crémades et du Coudoulet), ainsi que la facture d'intervention du 30/01/2026.

- le rapport de vérification des installations électriques du 05/09/2025 relatif à l'intervention réalisée le 02/09/2025 par l'organisme DEKRA. 1 observation a été formulée. Il s'agit d'une nouvelle observation. Elle concerne les installations du domaine de la basse tension.

Le contrôleur mentionne que les vérifications suivantes n'ont pu être réalisées :

- examen des éléments internes des cellules haute tension d'arrivées distribution publique (en l'absence d'autorisation du distributeur d'énergie), ainsi que les essais des éventuels dispositifs de verrouillage (accès, coordination),
- examen des éléments internes des cellules haute tension du client (en l'absence d'autorisation de coupure), ainsi que les essais des éventuels dispositifs de verrouillage (accès, coordination).

Les rapports de vérification des installations électriques mentionnent l'absence de matériel électrique dans les zones définies à risque d'explosion à l'exception de l'intérieur de la centrifugeuse.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant d'expliquer les raisons pour lesquelles le contrôleur n'a pu effectuer certaines vérifications prévues sur les installations électriques dans le cadre de sa mission.

Il est rappelé à l'exploitant qu'il lui appartient de réunir les conditions nécessaires pour permettre à l'organisme de contrôle de procéder à l'ensemble de sa mission de vérification périodique des installations électriques.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Identification des zones à risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48

Thème(s) : Risques accidentels, Matérialisation des zones à risques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée.</p> <p>Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.</p> <p>La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent.</p>
<p>Constats :</p> <p>Une vérification de l'identification des zones à risque ATEX a été réalisée sur le terrain.</p> <p>Dans la zone A2, à proximité de la centrifugeuse, une afficheur au format A4 indique « Risque de présence de gaz inflammable dans la centrifugeuse » et mentionne les pictogrammes d'interdiction de fumer, d'approcher une flamme nue, ainsi que le pictogramme ATEX (triangle avec EX sur fond jaune).</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Formation d'atmosphère explosive

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 67
Thème(s) : Risques accidentels, Ventilation des locaux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les locaux identifiés à l'article 48 et recensés comme pouvant être à l'origine d'explosion sont convenablement ventilés pour éviter l'accumulation dangereuse de vapeurs inflammables et prévenir la formation d'atmosphère explosive permanente en fonctionnement normal.</p>
<p>Constats :</p> <p>Selon l'analyse de risques ATEX menée dans le rapport libellé « Classement des emplacements dangereux dans lesquels des risques de formation d'atmosphères explosives existent », version du 13/07/2020, la ventilation naturelle du local dans lequel se trouve la centrifugeuse est qualifiée de degré moyen et de disponibilité bonne.</p> <p>Comme indiqué dans le point de contrôle n° 1, le bâtiment A est équipé de 4 détecteurs fixes de gaz, reliés à une centrale avec alarme. Cet équipement fait l'objet de vérifications. L'exploitant a présenté le rapport d'intervention en date du 27/01/2026 réalisé par la société BE ATEX. Le</p>

rapport indique en conclusion :

- carte 1 HS. Étalonnage impossible sur cette voie. Uniquement test au gaz sur cette voie.
- étalonnage ok des trois autres voies.
- Prévoir un remplacement de la centrale, plus de pièces détachées pour remplacer la carte 1.

Le capteur voie n° 1 est localisé portail est. Ce n'est pas celui localisé à proximité de la centrifugeuse (voie n° 3).

L'exploitant déclare qu'un devis pour remplacement de la centrale est à l'étude. Il prévoit par ailleurs de demander un second devis auprès d'un autre prestataire. Il s'interroge toutefois sur la pertinence du positionnement de ces détecteurs au regard de l'évolution passée des activités du site des Crémades.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de justifier le dimensionnement des moyens techniques de détection de gaz du site des Crémades et de justifier leur disponibilité.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Conformité des appareils

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65

Thème(s) : Risques accidentels, Adéquation produits ATEX / Zonage

Prescription contrôlée :

Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 48 et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les équipements utilisés sont conformes aux dispositions des articles R. 557-7-1 à R. 557-7-9 du Code de l'environnement relatifs à la conformité des appareils et systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles.

Constats :

Une vérification de la conformité des équipements utilisés dans des zones à risque ATEX a été réalisée. Elle concerne le moteur de la centrifugeuse. Dans la fiche de synthèse libellée « Zonage ATEX & identification du matériel présent », les caractéristiques suivantes sont mentionnées : Ex e IIB T4.

Ce marquage normatif signifie :

- le matériel répond à un ou plusieurs modes de protection normalisés (Ex),
- le mode de protection utilisé est la sécurité augmentée (e), visant à la suppression de la source d'inflammation,
- groupe des gaz, subdivision IIB,
- classe de température T4 (température maximale de surface du matériel de 135 °C).

L'inspection a pu voir (avec difficulté car peu lisible) ce marquage normatif sur la plaque constructeur de la centrifugeuse.

Pour autant, le relevé de ce marquage est incomplet, dans la mesure où il ne fait pas figurer les deux dernières lettres qui précisent le type de zone (G pour gaz) et la catégorie du matériel (a, b ou c pour 1, 2 ou 3) relative aux différents niveaux de protection.

Par ailleurs, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter la déclaration de conformité UE (ou CE selon la date de mise sur le marché), ni la notice d'utilisation en français.

Les éléments d'information sont insuffisants pour conclure sur la conformité de l'équipement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de s'assurer de la conformité des équipements et matériels utilisés dans les zones ATEX, et en particulier, de justifier celle concernant la centrifugeuse (marquage normatif complet à relever, déclaration de conformité UE et notice d'utilisation en français à fournir).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois